

*Le 10 février 1977, le philosophe français Jean-Paul Sartre fustige dans le quotidien Le Monde la construction d'une Europe du capital et appelle les militants socialistes à ne pas ratifier le projet de loi en vue de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.*

*Source : SARTRE, Jean-Paul, Les militants socialistes et la construction européenne, dans Le Monde. 10.02.1977*

Les militants socialistes et la construction de l'Europe

**Par JEAN-PAUL SARTRE**

Nous vivons à l'époque des mystifications. A lire la presse, à écouter la radio, à voir s'agiter M. Giscard devant la télévision, on pourrait croire que nous sommes simplement dans une période un peu difficile, certes, mais qui ne tardera pas à s'améliorer...avec quelques sacrifices de la part des ouvriers et des paysans, bien entendu.

Tout cela n'est pas sérieux. Depuis quelques semaines, au contraire, la situation internationale et nationale se dégrade et se déstabilise sous nos yeux. Issus de la crise de 1973 et de la guerre économique ouverte par les États-Unis contre l'Europe et le Japon, de nouveaux rapports de force, une nouvelle division internationale du travail, entraînent la dégradation de l'économie, l'accroissement du chômage, la décomposition des structures politiques de l'Angleterre et de l'ensemble des pays de l'Europe méridionale. Le temps nous est désormais mesuré à tous. En France, la montée vers le pouvoir du national-travaillisme de M. Chirac montre qu'effectivement «le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde».

Dans un tel contexte, une réflexion nouvelle s'impose à l'ensemble des forces de gauche et d'extrême gauche. Aujourd'hui, si je m'adresse à vous publiquement, militants du parti socialiste, c'est parce qu'aucun des projets essentiels de l'adversaire de classe au pouvoir ne pourra se réaliser sans l'accord, au moins tacite, de votre parti. M. Giscard le sait et le dit ouvertement. Sans votre consentement, ses projets européens et sa politique d'austérité sont à terme voués à la faillite. Les avances qu'il multiplie à la direction du P.S. suffisent à le prouver.

Je comprends, même si je ne les partage pas, les espoirs qui ont poussé tous ceux qui, écœurés ou lassés par la droite qui gouverne le pays sans interruption depuis bientôt vingt-cinq ans, ont rejoint le parti qui leur paraissait le plus efficace, le mieux apte à les accueillir et à modifier l'équilibre des forces. À ces nouveaux militants socialistes, je n'ai pas à cacher, au cas où ils l'ignoraient, que j'ai naguère combattu de mon mieux la politique algérienne et pro-américaine de la S.F.I.O. de M. Mollet et que je demeure aujourd'hui irréductiblement hostile aux thèses «atlantiques» des principaux dirigeants du parti socialiste actuel. Toutefois, par-delà ces divergences, la montée des périls me paraît si dangereuse pour l'avenir de la liberté que je veux m'adresser à vous dans l'espérance que votre parti réfléchisse encore collectivement avant de s'engager dans le «chemin européen» où il est poussé aujourd'hui.

L'Europe que nous présentent MM. Carter, Schmidt, Giscard et Andreotti est sans rapport aucun avec l'internationalisme prolétarien, sans rapport avec l'Europe des travailleurs dont rêve depuis un siècle le mouvement ouvrier occidental. Dans l'esprit de ses promoteurs, il s'agit, au contraire, dans la dynamique actuelle des forces de classe de construire une Europe du capital, qui sera nécessairement dominée par les sociétés multinationales germano-américaines. Un examen des forces en présence montre, au contraire, que l'Assemblée européenne élue dans un tel contexte servira seulement d'instrument institutionnel à cette domination. Comme par hasard, l'affaire européenne surgit en un temps où la gauche française n'est pas le cas. Au contraire, le programme commun de gouvernement, dont on peut penser ce que l'on veut, mais dont quelques dispositions, si elles étaient vraiment appliquées, suffiraient à provoquer la fureur de la droite et à la précipiter vers une sorte de coup d'État légal. L'importance du parti socialiste au sein des forces de gauche devrait donc normalement conduire ses militants à une réflexion approfondie sur cette question vitale. Or ce n'est pas cela. Au contraire, le problème de l'Europe est pudiquement éludé, sans doute sous le prétexte qu'il oppose trop gravement les deux principaux partis de l'union de la gauche.

Un appel a récemment été lancé «pour la constitution d'un comité d'action contre l'Europe germano-américaine et l'élection d'un Parlement à son service». Que dit cet appel? Il dit que l'inflation, le chômage, la dégradation des monnaies, la récession, ne seront pas résolus par les plans d'austérité lancés par les gouvernements capitalistes de l'Europe du Sud, car ils résultent nécessairement du nouvel ordre international imposé à l'Europe par les États-Unis et ses alliés de la République fédérale allemande.

Cette politique d'austérité s'abattra nécessairement sur les masses, non sur les privilégiés. Elle ne s'appliquera ni dans la facilité, ni dans la joie. Les salariés auront évidemment tendance à les refuser. Il faudra alors la leur imposer en utilisant contre eux les pouvoirs de l'État. C'est ainsi que les dirigeants de la droite comptant se sortir de la crise en modifiant la légalité. C'est pourquoi des États fort d'un type nouveau se profilent aujourd'hui à l'horizon de la crise.

L'Europe devient une nouvelle Amérique latine. Tandis que l'Allemagne de l'Ouest est devenue la première puissance économique militaire et politique de l'Europe, les bourgeoisies de l'Europe du Sud se débattent, ou sombrent, dans des difficultés inextricables. Il est probable qu'elles préféreront se soumettre sans conditions au «leadership» germano-américain plutôt que de passer la main à ce qu'elles appellent les coalitions socialo-marxistes. Ceux qui pensent sincèrement que, dans un pareil contexte, ils bâtiront une Europe indépendante feraient bien de se méfier et de réfléchir. Le temps est loin où le général de Gaulle s'opposait à l'hégémonie américaine. L'élection d'un Parlement européen au suffrage universel, préparée en commun en France par MM. Giscard et Chirac, n'est qu'une abdication de fait devant la stratégie et la pression américaines: abdication qui conduit directement à un proconsulat allemand sur l'Europe.

Militants socialistes, allez-vous ratifier un tel projet en votant avec Giscard et avec le R.P.R.? Les événements politiques qui surviennent en France en ce moment même s'éclairent singulièrement à la lumière de l'analyse précédente. La société libérale avancée touche à son terme.

Elle peut déboucher à tout moment sur l'avènement d'hommes et de forces qui ne feraient pas grand cas des libertés ni même de la légalité. Un beau matin, comme en R.F.A., la chasse aux «collectivistes» pourrait bien s'ouvrir.

Il est parfaitement illusoire de compter sur la dynamique des luttes en Europe pour infléchir le cours des choses. Les appuis manquent sur le plan européen, même au niveau des partis socialistes. Il est évident, en particulier, que la social-démocratie allemande est depuis sa reconstitution en 1945 un des instruments privilégiés de l'impérialisme américain en Europe. Elle a, d'abord, puissamment contribué à la reconstitution du capitalisme en Allemagne de l'Ouest en orientant la classe ouvrière vers la collaboration avec les anciens maîtres nazis du grand capital et de la banque allemands. Elle a ouvert ensuite elle-même la chasse aux «sorcières de gauche» qui s'amplifie aujourd'hui en R.F.A. Plus de cinq cent mille enquêtes y sont aujourd'hui ouvertes dans le cadre des lois scélérates sur les «Berufsverbote» et la police de la République fédérale y pratique l'assassinat et la torture légale de certains adversaires de l'ordre capitaliste. Le chancelier «socialiste» Schmidt a enfin lancé le réarmement de son pays. En violation directe des traités, il s'engage même aujourd'hui dans la fabrication de bombes atomiques au Brésil et en Afrique du Sud. Il rejette brutalement tout projet sérieux d'aide au tiers-monde. Il pousse l'arrogance jusqu'à intervenir publiquement dans les affaires intérieures du Portugal et de l'Italie, car il dispose de la force et des appuis nécessaires. La ligne de son gouvernement prolonge et précède en effet naturellement la nouvelle stratégie définie par la Commission trilatérale aux États-Unis.

Certes, la décision de votre parti sur l'Europe est tout entière entre vos mains. Mais je veux conclure cette lettre sur l'idée que la façon même dont les partisans de l'Europe capitaliste s'efforcent d'obtenir la ratification d'un projet qui engage tout un peuple dans une voie irréversible est suspecte et devrait provoquer son rejet par tout partisan de la démocratie dans ce pays.

M. Giscard, en effet, manœuvre et s'efforce d'escamoter le débat. Il intrigue dans les coulisses. Il multiplie les pressions et les concessions de pure forme. Il se vante même publiquement de disposer par avance de l'accord de votre parti pour ratifier son projet. L'honnêteté, le courage, l'honneur, auraient voulu qu'il ouvre un large débat devant le pays et que celui-ci soit directement consulté. Ce n'est pas le cas. Mes amis du Comité d'action et moi-même avons fait depuis quelques semaines l'expérience de la volonté d'étouffer et d'escamoter le débat sur l'Europe, pratiquée par l'immense majorité de la presse, par la radio et par la télévision. En m'adressant à vous directement, j'ai encore l'espoir que vous l'engagerez avec nous, à la fois dans votre parti et devant l'opinion publique tout entière.

Si la gauche doit diriger un jour ce pays, elle se doit, à l'inverse de la droite, de regarder la vérité en face. On ne peut espérer séparer aujourd'hui la politique intérieure des problèmes internationaux ni transformer la société en France sans combattre l'hégémonie germano-américaine sur l'Europe occidentale.

JEAN-PAUL SARTRE.